

21 MARS 2008

TRIBUNAL DE COMMERCE
GREFFE - PONT-AUDEMER

B.P. 428
27504 PONT-AUDEMER CEDEX
Tél : 02 32 41 04 69

2008/A/300

2008 B 90

503 292 575

VITTAL FINANCES

Société par actions simplifiée

au capital de 14 200 000 euros

Siège social : Chemin des Allais

27350 CAUVERVILLE EN ROUMOIS

STATUTS

NR
CR

PR 1
AF

ARTICLE 1^{er} - FORME

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une Société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à CAUVERVILLE EN ROUMOIS, le 21 mars 2008.

Elle ne peut faire appel publiquement à l'épargne.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée VITTAL FINANCES.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition, la gestion, éventuellement la vente, de toutes valeurs mobilières, notamment par la prise de participation dans toute société ou groupe quelque soit son domaine d'activité, par voie de création de société nouvelle, par acquisition de parts sociales, d'actions ou droits sociaux, par souscription à toute augmentation de capital, apport, fusion ou autre moyen.
- La prestation de services, de gestion, direction, administration tels que la gestion du personnel, gestion financière, services informatiques, comptabilité, recherche et développement et autres, à ses filiales ou à des autres sociétés.
- L'acquisition, la gestion, la vente de tous biens mobiliers et immobiliers.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé :

Chemin des Allais 27350 CAUVERVILLE EN ROUMOIS.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

NR CR

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Les apports en numéraire faits à la constitution de la société se sont élevés à 36 euros.

Les apports en nature faits à la constitution de la société représentent un montant de 14 199 964 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 14 200 000 euros.

Il est divisé en 14 200 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi. La société a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

La collectivité des associés est compétente pour augmenter le capital par décision extraordinaire. Elle peut déléguer cette compétence au président de la société dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle peut aussi déléguer au président de la société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

PR CR

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés par décision de justice.

La collectivité des associés peut aussi par décision extraordinaire augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de " rompus ".

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-proprétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision extraordinaire des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision extraordinaire des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du président de la société aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président de la société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par décision extraordinaire des associés.

NR CR

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision extraordinaire des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus, faire acquérir les titres, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet.

La société peut également racheter, avec l'accord du cédant, les titres de capital. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les annuler.

NR

GR

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé par décision de justice à la demande de la société, l'achat ou le rachat des valeurs mobilières n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est considéré comme donné.

ARTICLE 15 – INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Toutefois, la société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme ne faisant pas appel public à l'épargne, exclus du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

NR

CR

ARTICLE 17 – PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ – DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné pour une durée limitée ou non, par décision collective ordinaire des associés.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision collective ordinaire des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, tout associé provoque une décision collective à seule fin de procéder à son remplacement.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux sont désignés par décision collective ordinaire des associés, pour une durée limitée ou non. En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire des associés, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion d'une part des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Le président de la société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par décision collective ordinaire des associés.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du travail, exclusivement auprès du président de la société.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIÉ

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

PR CR

PR⁷
Gf

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, et à tout associé sur sa demande.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société et aux dirigeants, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la société ou directeur général. Elle s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont désignés par décision collective ordinaire des associés.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du président de la société de toutes autres décisions collectives.

ARTICLE 20 – OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts y compris, toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ainsi que les opérations suivantes :

- l'émission d'obligations,

- l'agrément préalable des cessions et transmissions de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 21 – FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2. L'assemblée est convoquée dix jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

NR CR

PR.⁸
CF

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée est présidée par le président de la société à condition qu'il soit associé. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

3. En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. S'il existe un Comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au Président de l'aviser, par écrit, de la date de la réunion de l'assemblée des associés ou, à défaut d'assemblée concernant les décisions suivantes, de la date où doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du Comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la Société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du Comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

Les associés statuent sur les projets de résolution.

5. Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

MR CR

PR 9

CF

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

ARTICLE 22 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de Commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la société.

2. Sous ces réserves, les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

3. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.

ARTICLE 23 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date où ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

MR
CR

PR 10
CF

ARTICLE 24 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du commissaire aux comptes un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 25 – AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président de la société peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 26 – PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par les associés ou, à défaut, par le président de la société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président de la société.

VR CR

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président de la société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 28 – PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la société. La société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

ARTICLE 29 – LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président de la société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés par une décision collective ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

MR CR

Si les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à l'article 16.

ARTICLE 30 – APPORTS

Toutes les actions d'origine représentant des apports de numéraire ont été libérées en totalité (36 actions).

La somme totale versée par Monsieur Pierre RIOU, soit 36 euros, a été déposée à la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE NORMANDIE SEINE en son agence du HAVRE sise 5, place Léon Meyer, qui a délivré à la date du 12 mars 2008, le certificat prescrit par la loi, sur présentation de la liste des associés, mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, annexée à chaque original des présentes.

14 199 964 actions ont été attribuées en contrepartie des apports en nature suivants :

- Madame Christiane RIOU a apporté 207 178 actions de la société RIOU GESTION, Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 600 740,34 euros, dont le siège social est situé Zone Industrielle – BOULLEVILLE - 27210 BEUZEVILLE, immatriculée au RCS DE PONT AUDEMER sous le numéro 347 763 328 , pour une valeur de 7 044 052 euros.
- Mademoiselle Christine RIOU, a apporté 1 599 actions de la société RIOU GESTION, pour une valeur de 54 366 euros.
- Monsieur Nicolas RIOU, a apporté 1 691 actions de la société RIOU GESTION, pour une valeur de 57 494 euros.
- Monsieur Pierre RIOU, a apporté 207 178 actions de la société RIOU GESTION, pour une valeur de 7 044 052 euros.

Toutes les conditions et modalités de ces apports sont relatées dans un acte annexé aux présents statuts.

Il a été procédé aux évaluations rapportées ci-dessus au vu du rapport également annexé aux présents statuts établi sous sa responsabilité par le cabinet KRIBS désigné à cet effet par ordonnance en date 27 février 2008 du président du tribunal de commerce de PONT AUDEMER statuant sur requête.

ARTICLE 31 – PERSONNES INTERVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF

1. Monsieur Pierre RIOU

Demeurant Le Bois Vagès – La Bivellerie – 27500 MANNEVILLE SUR RISLE

Né le 17 février 1953 à SOGNOLLES EN MONTAIS (77)

Epoux de Madame Christiane RIOU, le 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50)

Mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union en date du 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50).

MR
CR

2. Madame Christiane RIOU, née LEQUERTIER

Demeurant Le Bois Vagès – La Bivellerie – 27500 MANNEVILLE SUR RISLE

Née le 25 octobre 1951 à TOURLAVILLE (50)

Épouse de Monsieur Pierre RIOU, le 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50)

Mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union en date du 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50).

3. Monsieur Nicolas RIOU

Demeurant 77 Rue du Général de Gaulle – 27350 ROUTOT

Né le 14 mars 1974 à CHERBOURG (50)

Époux de Madame Céline TAING,

Mariés le 5 juin 1999 à PONT AUDEMER (27) sous le régime de la participation aux acquêts, suivant contrat établi par Maître PETITPAS, notaire à PONT AUDEMER (27), le 26 mai 1999.

Représenté par Pierre RIOU aux termes d'une procuration ci-annexée.

4. Madame Christine FERON, née RIOU

demeurant 3 Square de Bourgogne – 76240 BONSECOURS

Née le 3 décembre 1976 à YVETOT (76)

Épouse de Monsieur Grégory FERON

Mariée le 29 juin 2002 à PONT AUDEMER (27) sous le régime de la séparation de biens selon contrat établi par Maître PETITPAS, notaire à PONT AUDEMER (27), le 26 juin 2002.

**ARTICLE 32 – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT –DES DIRECTEURS
GENERAUX - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le premier président de la société est Monsieur Pierre RIOU,

Né le 17 février 1953 à SOGNOLLES EN MONTOIS (77)

De nationalité française

Demeurant : Le bois Vagès - La Bivellerie 27500 MANNEVILLE SUR RISLE

qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée illimitée.

Sa rémunération est fixée par acte séparé.

Les premiers directeurs généraux de la société sont :

- Monsieur Nicolas RIOU,
- Madame Christiane RIOU

qui déclarent accepter leurs fonctions.

Ils sont nommés pour une durée illimitée.

Leur rémunération est fixée par acte séparé.

PR
OR

Sont nommés commissaires aux comptes de la société pour les six premiers exercices :

– FERTE BOUCHER et Associés, 1, rue du Faubourg St Honoré, 75008 PARIS 08

– La société FIGESCO AUDIT, 26 Rue des Victoires, 76192 YVETOT

commissaires aux comptes titulaire,

– Monsieur Frédéric SIMEON, 1, rue du Faubourg St Honoré, 75008 PARIS 08

– La SARL GESFICO, 4 boulevard Pasteur à 14100 LISIEUX

commissaires aux comptes suppléant qui exerceront, le cas échéant, leurs fonctions pour le temps restant à courir du mandat confié au titulaire ou pendant le temps où celui-ci sera temporairement empêché.

Les commissaires ainsi nommés n'ont vérifié aucune opération d'apport ou de fusion consentie à la société ou à une société que celle-ci est appelée à contrôler.

Ils ont donné toutes les informations requises en vue de leur désignation et ont déclaré accepter leur mandat et remplir toutes les conditions exigées pour l'exercer.

ARTICLE 33 – PREMIER EXERCICE SOCIAL - PERSONNALITE MORALE - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le premier exercice social sera clos le 31 mars 2008. En outre, les actes souscrits pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Il est donné mandat à Monsieur Pierre RIOU à l'effet de :

- Signer, au nom de la société, le contrat d'apport afférent aux apports en nature réalisés à son profit.
- Procéder à l'acquisition des 90 855 actions de la société VAUBAN FINANCES,
- Procéder à l'acquisition des 1 852 actions de la SOCIETE CIVILE VAUBAN,
- Souscrire tout emprunt nécessaire à cette acquisition, consentir un nantissement sur 92 707 actions de la société RIOU GESTION et généralement faire le nécessaire

L'état des actes accomplis à ce jour, présenté aux associés, est annexé aux présents statuts.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

MR
CR

PR

15

G

ARTICLE 34 – FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

ARTICLE 35 – PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité sont effectuées à la diligence du président.

Monsieur Pierre RIOU est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à CAUVERVILLE EN ROUMOIS,

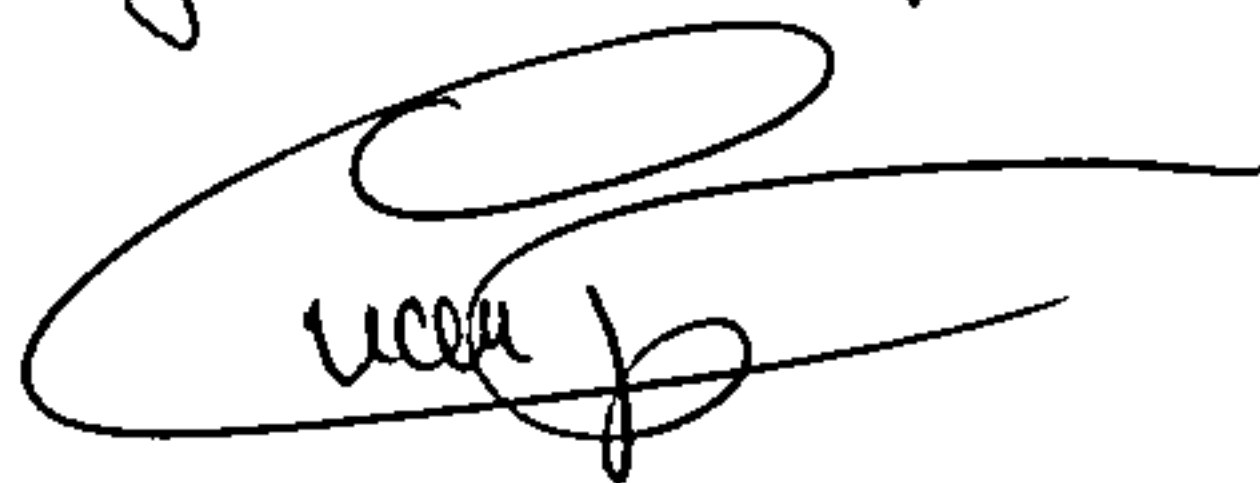
Le 21 mars 2008,

En six originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Pierre RIOU

« bon pour acceptation des fonctions de Président »

Bon pour acceptation
des fonctions de président



Nicolas RIOU

« bon pour acceptation des fonctions de Directeur général »

Bon Pour Acceptation des Fonctions
de Directeur Général



Christiane RIOU

« bon pour acceptation des fonctions de Directeur général »

Bon pour acceptation
des fonctions de
Directeur Général



Christine RIOU



VITTAL FINANCES
Société par actions simplifiée
au capital de 14 200 000 euros
Siège social : Chemin des Allais
27350 CAUVERVILLE EN ROUMOIS

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN
FORMATION**

PREALABLEMENT A LA SIGNATURE DES STATUTS

- ❖ Contact avec les sociétés FIDAL en vue de la constitution de la société,
- ❖ Ouverture d'un compte bancaire au nom de la société en formation,
- ❖ Dépôt d'une requête au tribunal de commerce de PONT AUDEMER en vue de la nomination d'un commissaire aux apports.

Conformément à l'article L.210-6 du Code de commerce, cet état a été établi préalablement à la signature des statuts et sera annexé auxdits statuts.

La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à CAUVERVILLE EN ROUMOIS
Le 21 mars 2008

Pierre RIOU



CR

PR

17

CF

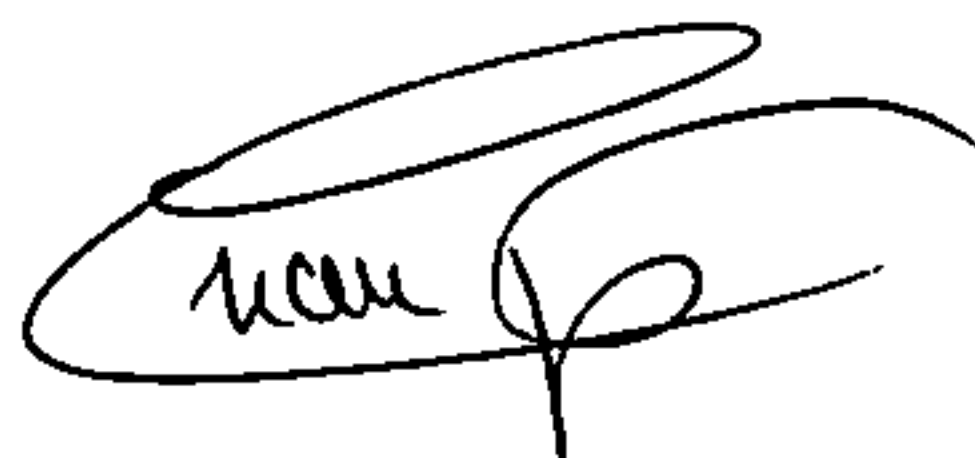
VITTAL FINANCES
Société par actions simplifiée
au capital de 14 200 000 euros
Siège social : Chemin des Allais
27350 CAUVERVILLE EN ROUMOIS

LISTE DES FUTURS ASSOCIES
SOUSCRIPTEURS D' ACTIONS DE NUMERAIRE
ET ETAT DES VERSEMENTS

Identité ou désignation des futurs actionnaires	Nombre d'actions de Numéraire souscrites	Sommes versées
Monsieur Pierre RIOU Le Bois Vagès - La Bivellerie 27500 MANNEVILLE SUR RISLE	36	36 euros

Total des actions souscrites en numéraire	36	36 euros
---	----	----------

Pierre RIOU



CR PR 18
CF

TRAITE D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1. Monsieur Pierre RIOU

Demeurant Le Bois Vagès - La Bivellerie - 27500 MANNEVILLE SUR RISLE

Né le 17 février 1953 à SOGNOLLES EN MONTOIS (77)

Epoux de Madame Christiane RIOU, le 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50)

Mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union en date du 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50).

2. Madame Christiane RIOU, née LEQUERTIER

Demeurant Le Bois Vagès - La Bivellerie - 27500 MANNEVILLE SUR RISLE

Née le 25 octobre 1951 à TOURLAVILLE (50)

Épouse de Monsieur Pierre RIOU, le 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50)

Mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union en date du 14 avril 1973 à TOURLAVILLE (50).

3. Monsieur Nicolas RIOU

Demeurant 77 Rue du Général de Gaulle - 27350 ROUTOT

Né le 14 mars 1974 à CHERBOURG (50)

Époux de Madame Céline TAING,

Mariés le 5 juin 1999 à PONT AUDEMER (27) sous le régime de la participation aux acquêts, suivant contrat établi par Maître PETITPAS, notaire à PONT AUDEMER (27), le 26 mai 1999.

Représenté par Pierre RIOU aux termes d'une procuration ci-annexée.

4. Madame Christine FERON, née RIOU

demeurant 3 Square de Bourgogne - 76240 BONSECOURS

Née le 3 décembre 1976 à YVETOT (76)

Épouse de Monsieur Grégory FERON

Mariée le 29 juin 2002 à PONT AUDEMER (27) sous le régime de la séparation de biens selon contrat établi par Maître PETITPAS, notaire à PONT AUDEMER (27), le 26 juin 2002.

DE PREMIERE PART

NR

CR PR 1
CF

Et

La société VITTAL FINANCES, Société par actions simplifiée au capital de 14 200 000 euros dont le siège social est situé Chemin des Allais - 27350 CAUVERVILLE EN ROUMOIS, société en cours d'immatriculation au RCS de PONT AUDEMER

Représentée par Monsieur Pierre RIOU, Président.

DE SECONDE PART

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Les soussignés de première part font apport à la société sous les garanties ordinaires et de droit des biens mobiliers dont la désignation suit :

BIENS MOBILIERS

- Madame Christiane RIOU apporte 207 178 actions de la société RIOU GESTION, Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 600 740,34 euros, dont le siège social est situé Zone Industrielle - BOULLEVILLE - 27210 BEUZEVILLE, immatriculée au RCS DE PONT AUDEMER sous le numéro 347 763 328,

L'apport est réalisé pour une valeur totale de 7 044 052 euros soit 34 euros par action

- Mademoiselle Christine RIOU apporte 1 599 actions de la société RIOU GESTION.

L'apport est réalisé pour une valeur totale de 54 366 euros soit 34 euros par action

- Monsieur Nicolas RIOU, a apporté 1 691 actions de la société RIOU GESTION.

L'apport est réalisé pour une valeur totale de 57 494 euros soit 34 euros par action

- Monsieur Pierre RIOU, a apporté 207 178 actions de la société RIOU GESTION.

L'apport est réalisé pour une valeur totale de 7 044 052 euros soit 34 euros par action

Soit un apport de 14 199 964 euros (quatorze millions cent quatre vingt dix-neuf mille neuf cent soixante quatre euros)

L'apport est net de tout passif. *nr*

ch

PR ²
f

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété des actions de **Madame Christiane RIOU** est la suivante :

- 2 497 actions lui ont été attribuées lors de la constitution, le 2 septembre 1988
- 7 491 actions lui ont été attribuées lors de l'augmentation de capital social par incorporation de réserves le 2 décembre 1995
- Le 21 mars 2001, par suite de la modification de la valeur nominale des actions, Madame Christiane RIOU détenait 229 724 actions.

L'origine de propriété des actions de **Madame Christine RIOU** est la suivante :

- 1 action lui a été attribuée lors de la constitution, le 2 septembre 1988.
- 3 actions lui ont été attribuées lors de l'augmentation de capital social par incorporation de réserves le 2 décembre 1995
- Le 20 mars 2001, elle a procédé à l'acquisition de 4 actions auprès de Madame Véronique Prius.
- Le 21 mars 2001, par suite de la modification de la valeur nominale des actions, Madame Christine RIOU détenait 184 actions.
- Le 21 mars 2001, Madame Christine RIOU a souscrit 1 415 actions lors d'une augmentation de capital social.

L'origine de propriété des actions de **Monsieur Nicolas RIOU** est la suivante :

- 1 action lui a été attribuée lors de la constitution, le 2 septembre 1988.
- 3 actions lui ont été attribuées lors de l'augmentation de capital social par incorporation de réserves le 2 décembre 1995
- Le 20 mars 2001, il a procédé à l'acquisition de 4 actions auprès de Madame Bernadette RIOU.
- Le 20 mars 2001, il a procédé à l'acquisition de 4 actions auprès de Monsieur Yves Paloubre.
- Le 21 mars 2001, par suite de la modification de la valeur nominale des actions, Monsieur Nicolas RIOU détenait 276 actions.
- Le 21 mars 2001, Monsieur Nicolas RIOU a souscrit 1 415 actions lors d'une augmentation de capital social.

L'origine de propriété des actions de **Monsieur Pierre RIOU** est la suivante :

- 2 498 actions lui ont été attribuées lors de la constitution, le 2 septembre 1988
- 7 494 actions lui ont été attribuées lors de l'augmentation de capital social par incorporation de réserves le 2 décembre 1995
- Le 21 mars 2001, par suite de la modification de la valeur nominale des actions, Madame Christiane RIOU détenait 229 816 actions.

PROPRIETE JOUISSANCE - GARANTIE

La société VITAL FINANCES aura, à compter de ce jour la propriété et la jouissance des biens qui lui sont apportés.

Les apports ci-dessus effectués sont faits sous les garanties ordinaires et de droit.

MR
CR

3
PR
CF

CONDITIONS DE L'APPORT

La société VITTAL FINANCES prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouvent actuellement sans pouvoir exercer aucun recours contre les apporteurs pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS

Chacun des apporteurs, à titre personnel, déclare :

- Qu'il est né aux date et lieu indiqués en tête des présentes.
- Que sa situation matrimoniale est bien celle indiquée en tête des présentes.
- Qu'il ne remplit et n'a jamais rempli de fonction emportant hypothèque légale.
- que les biens apportés ne sont grevés d'aucun nantissement.
- qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de règlement judiciaire ou de liquidation des biens et qu'il n'a jamais demandé le bénéfice du règlement amiable homologué.

AGREMENT

En vertu de l'article 11 des statuts de la société RIOU GESTION, le présent apport ne nécessite aucun agrément.

DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS FISCAUX

La société VITTAL FINANCES est soumise de plein droit à l'impôt société.

En conséquence, la taxation des plus values dégagées sur les éléments apportés est reportée jusqu'au moment où interviendra éventuellement la cession à titre onéreux des actions reçues en contrepartie de l'apport.

PR
CR

PR⁴
AF

REMUNERATION DES APPORTS

En représentation des apports, il sera créé 14 199 964 actions de un (1) euro de valeur nominale chacune qui seront attribuées à :

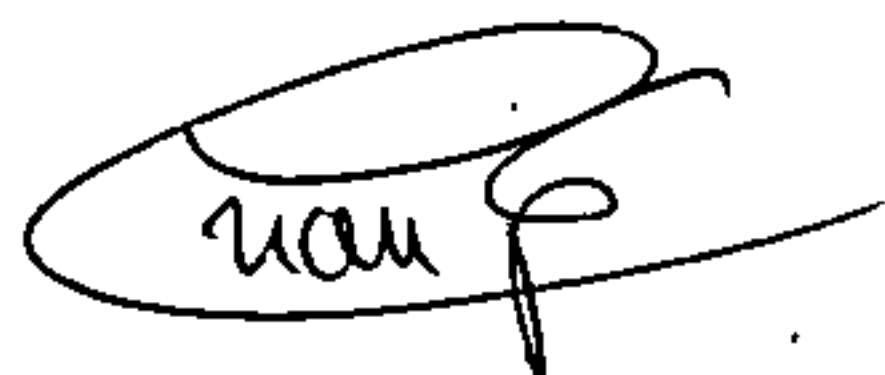
Madame Christiane RIOU	7 044 052 actions
Mademoiselle Christine RIOU	54 366 actions
Monsieur Nicolas RIOU	57 494 actions
Monsieur Pierre RIOU	7 044 052 actions

Fait à CAUVERVILLE EN ROUMOIS

Le 21 mars 2008

En six originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Pierre RIOU



Nicolas RIOU



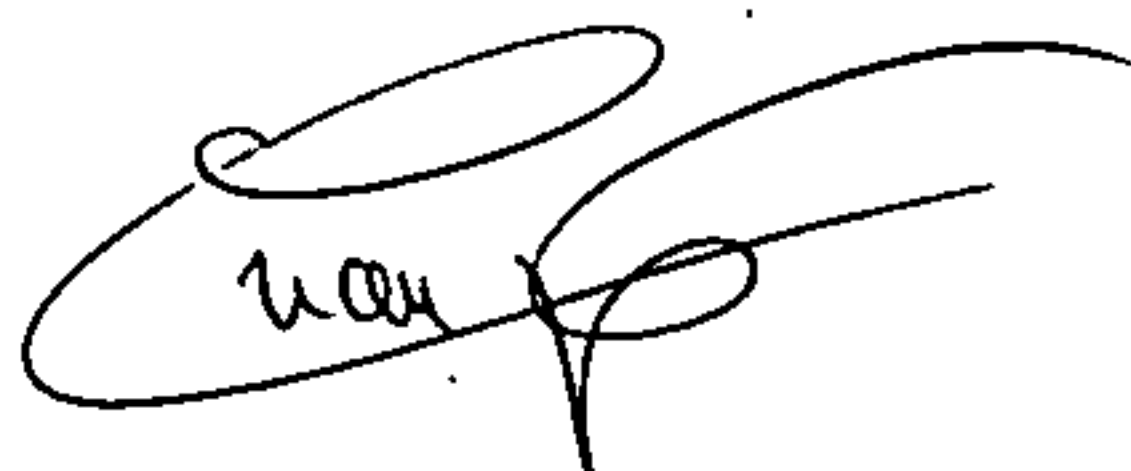
Christiane RIOU



Christine RIOU



Pour la société VITTAL FINANCES
Pierre RIOU



SAS « VITTAL FINANCES »

Société par Actions Simplifiée au capital de 14.200.000 €

Chemin des Allais

27350 – CAUVERVILLE EN ROUMOIS

R.C.S. *en cours de constitution*

APPORTS EN NATURE

CONSENTIS A LA SOCIETE « VITTAL FINANCES »

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

CABINET KRIBS S.A.

Représenté par Pierre SCHMITT
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de CAEN

CR

PR

GF



Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales en vigueur, nous vous présentons notre rapport sur l'opération d'apports consentis par Monsieur Pierre RIOU et Madame Christiane RIOU, Monsieur Nicolas RIOU et Madame Christine RIOU à la société par actions simplifiée « VITTAL FINANCES », en cours de constitution.

I - DESIGNATION ET MISSION

Monsieur Pierre RIOU, agissant en qualité de fondateur et de futur président de la SAS « VITTAL FINANCES », a déposé une requête demandant la nomination d'un commissaire aux apports ayant pour mission de se prononcer sur la valeur des apports consentis.

Par ordonnance en date du 27 février 2008, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de PONT AUDEMER nous a confié cette mission.

Les apports ont été arrêtés dans le projet de statuts. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée et d'apprécier éventuellement les avantages particuliers stipulés.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, d'autre part, à apprécier le cas échéant les avantages particuliers stipulés.

II - PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

Monsieur Pierre RIOU et Madame Christiane RIOU, Monsieur Nicolas RIOU et Madame Christine RIOU sont actionnaires de la société « RIOU GESTION ».

* La société « RIOU GESTION » est une société anonyme au capital de 600.740 € (530.797 actions).

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PONT AUDEMER sous le numéro 347 763 763.

Son siège social est situé Zone Industrielle à BOULLEVILLE (27210).

PR
CR

PR
CF



Elle a pour objet :

- Le négoce, la transformation, le façonnage de tous produits verriers et de miroiterie, la conception, la réalisation, la fabrication, la réparation de tous matériels destinés à l'industrie et au commerce,
- la création, l'acquisition et l'exploitation directe ou indirecte de tous établissements de même nature,
- toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes,
- et généralement, toutes opérations liées.

Elle clôture ses comptes annuels le 31 mars de chaque année.

Ses derniers comptes annuels, arrêtés au 31 mars 2007, ont été certifiés sans réserve et approuvés par l'assemblée générale de la société réunie le 3 septembre 2007.

Dans le cadre de la gestion et du développement de leur activité, les apporteurs font apport de 417.646 actions leur appartenant de la société « RIOU GESTION » :

- Monsieur Pierre RIOU	207.178 actions,
- Madame Christiane RIOU	207.178 actions,
- Monsieur Nicolas RIOU	1.691 actions,
- Madame Christine RIOU	<u>1.599 actions,</u>
	417.646 actions.

Le capital de la société « RIOU GESTION » est détenu par :

- Monsieur Pierre RIOU	217.445 actions,
- Madame Christiane RIOU	217.355 actions,
- Monsieur Nicolas RIOU	1.691 actions,
- Madame Christine RIOU	1.599 actions,
- société « VAUBAN FINANCE »	90.855 actions,
- société civile « VAUBAN »	<u>1.852 actions,</u>
	530.797 actions.

* La Société « VITAL FINANCES » est une société par actions simplifiée en cours de constitution.

Son capital social est divisé en actions de 1 € de valeur nominale.

PR

CR

PR
AF



Elle a pour objet :

- l'acquisition, la gestion, éventuellement la vente, de toutes valeurs mobilières, notamment par la prise de participation dans toute société ou groupe quelque soit son domaine d'activité, par voie de création de société nouvelle, par acquisition de parts sociales, d'actions ou droits sociaux, par souscription à toute augmentation de capital, apport, fusion ou autre moyen,
- la prestation de services, de gestion, direction, administration tels que la gestion du personnel, gestion financière, services informatiques, comptabilité, recherche et développement et autres, à ses filiales ou à des autres sociétés,
- l'acquisition, la gestion, la vente de tous biens mobiliers et immobiliers,
- et généralement, toutes opérations liées.

Elle clôturera ses comptes annuels le 31 mars de chaque année et pour la première fois le 31 mars 2008.

Suivant le projet de statuts, les apports s'élèvent à 14.200.000 €.

Ils sont constitués par

- des apports en numéraire de 36 €, rémunérés par l'attribution de 36 actions (1 € de valeur nominale),
- des apports en nature de 417.646 actions de la société « RIOU GESTION » apportées, évalués à hauteur de 14.199.964 €, soit 34 € l'action, et rémunérés par l'attribution de 14.199.964 actions de 1 € (valeur nominale) de la société « VITTAL FINANCES ».

III – DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Pour apprécier la valeur des apports constitués des actions de la société « RIOU GESTION », notre démarche a été de prendre connaissance du cadre juridique et économique de l'opération et de procéder à une analyse de l'évaluation effectuée par les parties.

La société « RIOU GESTION » est une société holding, animatrice du groupe dont elle est société mère.

Elle assure, pour ses filiales, des prestations de direction, d'administration et de gestion commerciale.

Dans ce contexte, la valeur de la société « RIOU GESTION » est directement liée à celle de ses filiales.

Nous avons, à ce titre, pris connaissance tant des comptes annuels des filiales que des comptes consolidés de la société « RIOU GESTION ».

RA

CR

PR

GF



Les comptes consolidés au 31 mars 2007 de la société « RIOU GESTION » présentent les principales caractéristiques suivantes :

- capitaux propres	+7 458 K€,
- résultat net	+1 928 K€,
- total bilan	31 486 K€,
- chiffre d'affaires	54 115 K€.

Dans le cadre de notre mission, nous avons mis en œuvre différentes approches de valorisation à partir des critères utilisés usuellement pour l'évaluation d'entreprises et donc pertinentes dans le cadre de l'évaluation de la société « RIOU GESTION » :

- méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF),
- méthode des multiples (excédent brut d'exploitation et résultat net).

Nous avons apprécié la sensibilité de nos évaluations à la variation des principaux paramètres utilisés lors de la mise en œuvre de nos travaux d'évaluation.

Nous avons également pris connaissance d'une évaluation effectuée, par un établissement financier réputé.

Dans ce cadre, les valeurs déterminées encadrent la valeur globale retenue pour la société « RIOU GESTION ».

En conséquence, nous n'avons pas de remarque significative susceptible de remettre en cause la valeur retenue pour le présent apport à hauteur de 14.199.964 €, induisant une valeur unitaire de l'action de 34 €.

IV – CONCLUSION

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports en nature s'élevant à 14.199.964 €, n'est pas surévaluée et, en conséquence, est au moins égale au montant des 14.199.964 actions de 1 € de valeur nominale (14.199.964 €), émises en rémunération, par la société « VITAL FINANCES ».

Fait à Caen, le 12 mars 2008

CABINET KRIBS S.A.

Représenté par Pierre SCHMITT
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de CAEN

PR

PR

CR

f